

Chargé par le Conseil fédéral de préparer cette campagne d'information, le Bureau de l'intégration a dès lors publié une série de documents qui exposent tous les arguments des partisans et des opposants à l'Espace économique européen. Je vous donne, Monsieur Ruf, quelques titres que je citerai entre autres: prise de position sur la politique d'intégration et les trois options Espace économique, Communauté, cavalier seul; l'Europe et la Suisse, la Suisse sans l'Europe; Espace économique européen – controverses et opinions. Cela me paraît secouer une franche hilarité de votre part, ce qui me réjouit: il est si rare que les publications du Conseil fédéral fassent rire, j'estime utile cette contribution à la santé publique, et à la vôtre en particulier.

Le Bureau de l'intégration a en outre organisé un double séminaire à l'intention des partis politiques suisses sur le thème de l'Espace économique européen. A cette occasion, tous les participants ont pu poser des questions et faire valoir leurs arguments. L'exposition itinérante CH-EURO mise sur pied par le même bureau fait également état, par des moyens grand public et notamment grâce à des moyens audiovisuels, des diverses opinions exprimées en Suisse. Dans le cadre de cette exposition, des forums sont régulièrement organisés sur divers thèmes liés à l'Europe, auxquels participent aussi bien des partisans que des opposants à l'Espace économique européen. Il convient de rappeler que le mandat d'information attribué au BI consiste également à présenter la position du Conseil fédéral en matière d'intégration européenne, qui est devenue la position du Parlement après les décisions qui ont été prises. Il est bien clair que dans cette information, où seront représentées notamment dans la brochure «Tous ménages» qui est en préparation pour le 6 décembre les opinions tant des adversaires que des partisans de l'Espace économique européen, seront illustrées les décisions que le Conseil fédéral a prises et que le Parlement est en train de prendre à cette session et qui recommandent le oui à l'Espace économique européen. Cela, nous le ferons, nous le préparons et nous le publierons au moment où tout le processus parlementaire sera achevé, c'est-à-dire à la fin de cette semaine, pas avant.

**Ruf:** Nach Ihren Ausführungen, Herr Bundesrat Delamuraz, muss ich mich schon fragen, ob es von diesen Publikationen nicht zwei Versionen gibt, eine objektive für den Bundesrat und andererseits eine subjektive, einseitige pro EWR für die Öffentlichkeit. Das Beispiel dieser Broschüre hier dient viel eher einer «maladie publique» als einer «santé publique», von der Sie gesprochen haben. Finden Sie nicht auch, schon der Titel «Die Schweiz ohne Europa» sei tendenziös, wie wenn die Schweiz im Falle eines Neins zum EWR auf einer einsamen Insel im Pazifik läge, als ob die Schweiz nicht bereits Mitglied der Efta wäre? Finden Sie es nicht tendenziös, wenn in dieser Broschüre für den Fall eines Beitritts z. B. die Folgen des freien Personenverkehrs in der Ausländerpolitik heruntergespielt werden und die Beschränkung der Volksrechte durch übergeordnetes EWR-Recht schlichtweg verschwiegen wird? Ist der Bundesrat bereit, im Abstimmungsbüchlein den EWR-Gegnern direkt das Wort zu geben? Und schliesslich: Beteiligt sich der Bund etwa auch noch in irgendeiner Weise, personell, finanziell oder infrastrukturell, am Pro-EWR-Jugendfest, das am 31. Oktober 1992 auf dem Bundesplatz durchgeführt werden soll, um mit Popgruppen und ähnlichem die an sich politisch wenig interessierte Jugend für einen EWR zu kaufen?

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Si vous pensez que c'est la «maladie publique», Monsieur le Conseiller national, qui nous anime, vous avez la rougeole, parce que vous avez montré la page rouge et vous avez vu rouge!

Soyons sérieux. Il s'agit de représenter, dans cette information en général, le pour et le contre. On aurait fort bien pu imaginer que l'on exprimât d'une manière unilatérale l'avis du Conseil fédéral; après tout, c'est la politique que le Parlement a ratifiée qu'il a à présenter. Ce ne serait pas dans les moeurs démocratiques suisses. C'est la raison pour laquelle il a soumis l'autre opinion, en recourant aux arguments que les adversaires de l'Espace économique européen ont présentés dans la brochure «tous ménages» que nous envoyons chaque fois, avant

une votation fédérale. Cette fois-ci, cela sera fait comme d'habitude, sauf que la présentation du sujet en tant que telle est quantitativement importante, car il faut présenter – j'y ai tenu personnellement – l'entier de l'Accord sur l'Espace économique européen, et pas seulement des extraits. Cela donne en effet à cette brochure un certain volume. Dans les pages contenant les avis favorables et les avis opposés, une parfaite pondération qui est celle de l'équité sera faite, et à aucun moment vous ne sentirez une espèce de parti pris tendancieux – comme vous le prétendez – car cela ne serait pas conforme aux règles du jeu.

En revanche, dans la page faisant suite à cette présentation, le Conseil fédéral aura à présenter l'opinion retenue par le Parlement et la proposition demandant au peuple de voter oui à l'Espace économique européen. Naturellement, il précisera alors, en fonction de la présentation du pour et du contre, que la décision politique prise par le gouvernement et par le Parlement est une suite favorable à l'Espace économique européen. Vous ne pouvez pas attendre d'un gouvernement qui doit conduire, annoncer la couleur, faire une recommandation de vote qu'il s'émascule et se neutralise au point de ne pas indiquer où se trouvent son choix et sa détermination. S'il le faisait, le Conseil fédéral appliquerait son rôle et alors: bonjour les critiques! adressées à ce Conseil fédéral qui ne gouverne pas. Ce n'est pas ce que vous désirez. Vous vous attendez à ce que nous gouvernions, mal à votre sens. Cela vous permet de penser du mal de nous. Si nous ne disions rien, vous seriez condamnés au silence et, dans votre cas, ce serait tragique!

92.010

**Landwirtschaftsgesetz.  
Aenderung (1. Teil)  
Loi sur l'agriculture.  
Modification (1ère partie)**

*Differenzen – Divergences*

Siehe Seite 1067 hiervor – Voir page 1067 ci-devant  
Beschluss des Ständerates vom 22. September 1992  
Décision du Conseil des Etats du 22 septembre 1992

**Art. 31a**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 3 Bst. a, d, e, 3bis (neu)*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3 Bst. b*

*Mehrheit*

b. legt für die Beitragsberechtigung eine Einkommensgrenze fest;

*Minderheit I*

(Hämmerle, Baumann, Bodenmann, Danuser, Ledergerber, Strahm Rudolf, Thür, Wiederkehr)

*Festhalten*

*Minderheit II*

(Gros Jean-Michel, Binder, Gobet, Perey, Theubet)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 31a**

*Proposition de la commission*

*Al. 3 let. a, d, e, 3bis (nouveau)*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3 let. b*

*Majorité*

b. Détermine, pour le droit à la contribution, une limite de revenu;

*Minorité I*

(Hämmerle, Baumann, Bodenmann, Danuser, Ledergerber, Strahm Rudolf, Thür, Wiederkehr)

Maintenir

*Minorité II*

(Gros Jean-Michel, Binder, Gobet, Perey, Theubet)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Kühne**, Berichterstatter: Nach einer ersten Beratung der Gesetzesrevision durch Ständerat und Nationalrat sind elf Differenzen entstanden. Der Ständerat hat diese im zweiten Anlauf auf drei reduziert.

Ihre Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) hat sich am 23. September, morgens um 07.00 Uhr, mit den Differenzen befasst und festgestellt, dass bei Artikel 31a Absatz 3 Buchstabe a der Ständerat eine etwas modifizierte Fassung beschlossen hat, indem er sich dort auf das Wort «Produktionszonen» festgelegt hat. Produktionszonen sind in der landwirtschaftlichen Gesetzgebung bekannt. Materiell dürfte es sich um eine untergeordnete Differenz handeln. Wir empfehlen Ihnen bei Buchstabe a Zustimmung zum Ständerat.

Dann hat der Ständerat die Buchstaben d und e gestrichen und neu einen Absatz 3bis geschaffen, der das beinhaltet, was bisher unter der Kann-Formulierung aufgeführt ist, allerdings besteht auch hier eine kleine materielle Differenz: Bei den besiedlungsgefährdeten Gebieten ist die Arbeitskraft nicht mehr erwähnt. Auch hier empfehlen wir Ihnen Zustimmung zum Ständerat.

Mehr zu reden hat Artikel 31a Absatz 3 Buchstabe b gegeben. Dabei geht es um die Frage des Festlegens von Einkommens- und Vermögensgrenzen für die Beitragsberechtigung. Es hat eine eingehende Diskussion stattgefunden, und zwar mit Argumenten, die an diesem Pult schon einmal vorgetragen worden sind. Ich verzichte daher darauf, Ihnen diese wieder vorzutragen.

Der Kommission lagen insgesamt fünf Anträge vor. Wir haben sechs Abstimmungen durchgeführt. Auf der Fahne sind noch drei Anträge verblieben, nämlich:

1. Die Mehrheit, die mit 8 zu 8 Stimmen und mit Stichtenscheid des Präsidenten zustande gekommen ist. Sie will die Einkommensgrenze einführen; sie verzichtet auf die Vermögensgrenze.
2. Die Minderheit I (Hämmerle), die an unseren Beschlüssen – also sowohl Einkommens- als auch Vermögensgrenzen festlegen – festhalten will.
3. Es gibt schliesslich die Minderheit II (Gros Jean-Michel), die Zustimmung zum Beschluss des Ständerates beantragt. Der Ständerat möchte nicht das gesamte Einkommen, sondern das landwirtschaftliche Einkommen als Grenze festlegen. Ich empfehle Ihnen im Namen der Kommissionsmehrheit, deren Antrag zuzustimmen.

**M. Couchepin**, rapporteur: Des quelques divergences qui demeurent entre le Conseil des Etats et le Conseil national au sujet de la loi sur l'agriculture, seule celle concernant l'article 31a alinéa 3 a une certaine importance.

L'article 31a introduit les paiements directs. Selon le Conseil fédéral, le but de ces paiements directs est d'assurer un revenu équitable et complémentaire aux agriculteurs. Il se donne la possibilité de limiter le montant des paiements directs et aussi de limiter certaines catégories de personnes qui en bénéficient, notamment en fonction de leur âge. Mais il ne prévoit, au départ, aucune limitation de revenu ou de fortune pour bénéficiaire de ces paiements directs.

Le Conseil national, lors d'un vote à l'appel nominal, avait décidé d'introduire une limitation qui empêche ceux qui dépassent un certain niveau de revenu ou de fortune de bénéficier des paiements directs. La motivation était d'appliquer l'alinéa prévoyant que l'on veut assurer aux agriculteurs un revenu équitable: on considère que lorsque ces derniers bénéficient déjà d'un revenu, quelle que soit son origine, celui-ci est équitable et qu'il n'y a pas lieu de les faire bénéficier de paiements directs, en totalité ou en partie. Les opposants répondaient qu'il était injuste de faire dépendre les paiements directs de la situation de fortune ou de revenu de l'épouse, par exemple, ou

d'une situation de fortune favorable provenant de la possession d'une fortune mobilière n'ayant aucun rapport avec l'agriculture.

Le Conseil national, en considérant la situation de la Confédération et la volonté d'être le plus efficace possible avec les moyens limités dont dispose l'Etat, avait limité ces revenus complémentaires à ceux qui en avaient besoin en tenant compte de l'ensemble de leur situation patrimoniale, privée, agricole ou des revenus. Le Conseil des Etats a apporté une modification en ce sens qu'il a supprimé la notion de fortune. Pourquoi? Parce que tenir compte de la fortune revient à tenir compte aussi du moyen de production lui-même et, à la limite, on ne donnerait pas des paiements directs à des gens qui auraient une trop grande fortune agricole et enfin on les obligerait à diminuer leur efficacité, ainsi que la rentabilité de leur installation. Ajoutez à cela que d'un canton à l'autre, il y a des nuances dans l'appréciation de la fortune et plus spécialement de la fortune agricole.

La majorité de la commission du Conseil national ne veut pas se rallier purement et simplement au Conseil des Etats. Elle propose une formule intermédiaire dans laquelle on renonce à la référence à la fortune, mais où l'on maintient la référence au revenu et non plus seulement au revenu agricole, pour les raisons qui nous avaient fait introduire cette limitation, contrairement à l'avis du Conseil fédéral. La minorité I (Hämmerle) est pour la solution dure: tenir compte de la fortune et du revenu. Quant à la minorité II (Gros Jean-Michel), elle va à l'autre extrémité: elle ne veut tenir compte ni du revenu ni de la fortune, mais uniquement du fait que l'on a droit ou non à ces paiements directs, en fonction du terrain et des conditions agricoles elles-mêmes. C'est juste, Monsieur Gros, c'était votre point de vue de départ; aujourd'hui vous vous ralliez au Conseil des Etats et voudriez que l'on tienne compte simplement de la limite du revenu agricole. Vous avez donc renoncé à ne pas limiter le revenu tout court.

Nous ne pouvons que vous recommander, bien que la décision de la commission ait été prise à la suite d'un vote à égalité avec la voix prépondérante du président, d'être fidèles à votre décision initiale et d'accepter la proposition de la majorité de la commission du Conseil national qui est une solution de compromis par rapport à la solution de la minorité I (Hämmerle).

**Hämmerle**, Sprecher der Minderheit I: Zuerst geht ein warmer Dank an den Ständerat dafür, dass er im Unterschied zur ständerätlichen Kommission in fast allen wesentlichen Punkten dem Nationalrat gefolgt ist. Er hat sich damit für ein zukunftsgerichtetes Konzept der Direktzahlungen ausgesprochen.

Die einzige noch verbleibende Differenz ist auf einen verunglückten Kompromissvorschlag des Ständerates zurückzuführen. Der Nationalrat hat sich in einer Abstimmung unter Namensaufruf mit deutlicher Mehrheit dafür entschieden, die ergänzenden Direktzahlungen nach Artikel 31a an Einkommens- und Vermögensgrenzen zu binden. Der Ständerat will die Vermögensgrenze streichen und beim Einkommen nur auf das landwirtschaftliche Einkommen abstellen. Diese Lösung ist kaum praktikabel, und sie ist sachlich grundfalsch.

Zum ersten: Wie die Rückfragen in verschiedenen Kantonen gezeigt haben, wäre es administrativ ausserordentlich schwierig, dieses neue Kriterium im Einzelfall zu definieren. Es ist nicht sinnvoll, die individuellen Steuererklärungen zu sezieren, nur um das landwirtschaftliche Einkommen zu eruieren, das unter keinem anderen Titel massgebend ist.

Zum zweiten: Der Vorschlag des Ständerates ist auch inhaltlich falsch, weil er die tüchtige Bauernfamilie, die ihr grosses Einkommen ausschliesslich in der Landwirtschaft verdient, gegenüber dem Nebenerwerbsbetrieb krass benachteiligt, der in der Landwirtschaft ein kleines Einkommen erzielt, mit einer lukrativen ausserlandwirtschaftlichen Tätigkeit aber ein grosses Einkommen erwirtschaftet. Das kann doch nicht gemeint sein!

Die Fassung des Ständerates – hier von der Minderheit II beantragt – ist also die schlechteste aller zur Auswahl stehenden Varianten.

Aber auch der Vorschlag der Mehrheit – die Beschränkung allein auf das Einkommen, ohne Berücksichtigung des Vermö-

gens – kann nicht überzeugen. Es geht ja schliesslich darum, die wirtschaftliche Situation des Zahlungsempfängers zu ermitteln. Und die wirtschaftliche Gesamtsituation bemisst und definiert sich üblicherweise nach Einkommen und Vermögen. Wenn zum Beispiel eine Zeitschrift die wirtschaftliche Situation von uns Parlamentarierinnen und Parlamentariern untersucht, dann untersucht sie das Einkommen und das Vermögen. Wenn man nämlich das Vermögen weglässt, kann es zu ganz unstimmgigen Ergebnissen kommen.

Ich gebe ein Beispiel: Ein Parlamentarier versteuert ein Einkommen von nur 31 000 Franken, aber ein Vermögen von immerhin 3,8 Millionen Franken. Wenn dieser Parlamentarier Bauer wäre – er ist es nicht –, könnte er nach dem Vorschlag der Kommissionsmehrheit und des Ständerates Direktzahlungen zur Einkommenssicherung beziehen, was doch eindeutig stossend wäre, denn mit einem Vermögen von 3,8 Millionen Franken sollte jemand ohne staatliche Beihilfe über die Runden kommen! Der Vorschlag der Mehrheit kann also nicht überzeugen.

Es bleibt die Minderheit I, Festhalten am Beschluss des Nationalrates: «Der Bundesrat b. legt Vermögens- und Einkommensgrenzen fest; ....» Den soeben ausgeführten Überlegungen möchte ich zwei Argumente für diesen Antrag der Minderheit I beifügen:

1. Wir haben letzte Woche eine Sparübung verordnet, die für wirtschaftlich schwache Bevölkerungskreise äusserst hart sein wird, auch und gerade für gewisse Bauern. Ich denke nur an die sukzessive und ersatzlose Streichung der Ausmerzbeiträge. Es ist schlicht niemandem verständlich zu machen, warum wir jetzt für Leute, die das wirtschaftlich gar nicht brauchen, einkommenssichernde Direktzahlungen – und darum geht es – beschliessen sollen. Zur Beurteilung der Wirtschaftskraft brauchen wir beide Kriterien, Einkommen und Vermögen; eines allein reicht nicht aus.

2. Einkommens- und Vermögensgrenzen sind keine Neuerung der Artikel 31a und 31b des Landwirtschaftsgesetzes – im Gegenteil! Sie gelten schon heute für die wichtigsten bestehenden Direktzahlungen. So sind die Kostenbeiträge für Viehhalter im Berggebiet und die Tierhalterbeiträge an Einkommens- und Vermögensgrenzen gebunden. Das hat bisher zu keinen Anwendungsproblemen, zu keinen Vollzugsproblemen, geführt. Es ist unlogisch, ungerecht und inkonsequent, für einige Direktzahlungen Einkommens- und Vermögensgrenzen festzulegen, beispielsweise für die Bergbauern, und bei den anderen Direktzahlungen auf Vermögensgrenzen zu verzichten.

Aus all den Gründen bitte ich Sie, am Beschluss des Nationalrates, den wir immerhin in einer Abstimmung unter Namensaufruf gefasst haben, festzuhalten und der Minderheit I zuzustimmen.

**M. Gros** Jean-Michel, porte-parole de la minorité II: A l'article 31a alinéa 3 lettre b, la minorité II de la commission vous demande de vous rallier à la solution de compromis du Conseil des Etats.

Outre le fait que cette proposition a l'avantage de permettre d'éliminer la dernière divergence et de mettre ainsi sous toit cette modification de la loi sur l'agriculture, elle est aussi justifiée par des motifs de fond. Il vaut la peine, à mon avis, de se remémorer les raisons qui ont conduit le Conseil fédéral à nous proposer cette modification de loi. Il est prévu que le prix des produits agricoles baissera dans un très proche avenir pour se rapprocher petit à petit des prix pratiqués dans les pays voisins, notamment ceux de la Communauté européenne. C'est dire que ces prix ne couvriront plus les frais de production. Pour compenser cette perte et permettre aux agriculteurs de continuer d'assurer les prestations d'utilité publique que nous attendons d'eux – à savoir l'entretien du paysage ou encore l'occupation décentralisée du pays – il y a lieu de les indemniser pour ce travail. Nous passons donc d'un système où le prix des produits est garanti à un système où c'est en quelque sorte un salaire qui est garanti au paysan pour l'indemniser pour un travail que la Confédération, et en particulier nous, législateur, jugeons d'intérêt public.

Si j'insiste lourdement sur ce point, c'est pour démontrer qu'il ne s'agit en aucun cas ici de politique sociale où nous aiderions, par des contributions ciblées, ceux qui en ont le plus besoin. Cette loi constitue une modification de notre politique agricole, qui vise à changer les critères d'attribution des subventions de la Confédération. Ces subventions ne seront plus versées dorénavant en fonction du produit mais en fonction d'un travail fourni.

Il devient ainsi complètement absurde de fixer des limites maximales de revenu ou de fortune pour l'obtention de ces paiements. Un paysan fortuné ou celui dont l'épouse contribue largement à la formation du revenu familial ne remplira pas moins bien sa prestation que celui qui n'a pas cette chance. Comme il s'agit d'argent fédéral, donc des contribuables, on peut parfaitement tirer un parallèle entre ces paiements directs et le salaire des fonctionnaires. Dans les deux cas, il en va d'une indemnisation pour une prestation. Il ne viendrait à l'idée de personne de moduler le salaire des fonctionnaires fédéraux en fonction de leur fortune ou de leur revenu familial. Dans un cas comme dans l'autre, le principe «à travail égal salaire égal» s'applique. Il en est d'ailleurs de même, Monsieur Hämmerle, de nos indemnités parlementaires qui ne sont pas non plus variables selon la situation financière du député.

C'est pourquoi il est important de repousser la proposition de la minorité I, de M. Hämmerle, qui veut en rester à la formulation précédente. Il faut aussi rejeter la proposition de la majorité qui renonce, certes, à la limite de fortune mais qui maintient une limite de revenu qui englobe donc aussi le revenu du conjoint ou les revenus de la fortune. Il serait vraiment choquant qu'un agriculteur se voie privé de paiements directs, en d'autres termes de son salaire, parce que son conjoint exerce une activité professionnelle.

La minorité II vous demande de vous rallier à la solution du Conseil des Etats, car elle peut représenter un compromis défendable. Elle admet une limite de revenu, mais seulement du revenu agricole. En reprenant le parallèle tiré avec le salaire des fonctionnaires, on peut à la rigueur admettre que la Confédération fixe ainsi un plafond du revenu agricole comme elle fixe un plafond aux salaires des fonctionnaires. Encore faudra-t-il – et je me tourne vers M. le conseiller fédéral – que, dans l'ordonnance d'application, le Conseil fédéral ne fixe pas le plafond du revenu agricole trop bas. Il serait dommage de décourager les agriculteurs dans leurs efforts de rationalisation de leurs entreprises visant à une meilleure productivité. Le groupe libéral espère obtenir quelques garanties à cet égard. Encore une fois, la meilleure solution aurait sans doute été de ne pas fixer de limite de revenu, comme le souhaitait d'ailleurs le Conseil fédéral. Mais par gain de paix et pour en finir avec la mise au point de cette loi, la minorité II vous propose d'éliminer la dernière divergence et de vous rallier au Conseil des Etats.

**M. Pery**: La loi sur l'agriculture qui nous occupe depuis le début de l'année en est enfin à sa dernière divergence. Le Conseil des Etats a fait de nombreuses concessions pour se rallier aux propositions du Conseil national qui a marqué d'une façon très nette son désir de rendre l'agriculture la plus écologique possible au moyen des paiements directs.

Une seule divergence demeure. Elle n'a rien d'écologique, elle est économique. A l'article 31a alinéa 3 lettre b, elle détermine le droit à la contribution. Au Conseil des Etats, la limite de fortune a été abandonnée, ce qui est juste. Une limite du revenu agricole serait fixée par le Conseil fédéral. La majorité de la commission – si l'on peut parler de majorité – déterminée seulement par la voix prépondérante du président, propose de biffer le mot «agricole» du terme «revenu agricole». Cela est profondément injuste. La modification de cette loi concerne l'agriculture et les prestations en partie en rapport avec des tâches d'intérêt général. Il est donc impératif de s'en tenir à la notion de «revenu agricole». Vous n'allez quand même pas obliger un paysan qui aurait épousé une institutrice, une femme-médecin ou une avocate à divorcer pour pouvoir toucher les paiements qui lui sont dus. Ce serait vraiment le comble de la bêtise.

Ce dont les paysans ont le plus besoin aujourd'hui, c'est d'avoir enfin une loi qui entre en vigueur le plus rapidement possible. Cela fait des années qu'on calme leurs revendications en leur promettant des paiements directs. Il est temps de passer aux actes.

C'est pour cette raison que le groupe radical dans son ensemble vous invite à repousser tant l'avis de la majorité que celui de la minorité I (Hämmerle) et à accepter la version de la minorité II (Gros Jean-Michel), ce qui permettra de supprimer la dernière divergence.

**Engler:** Jeder, der in der Schweiz eine Leistung erbringt, soll dafür bezahlt werden. Der Lehrer, der arbeitet, erhält für seine Arbeit einen Lohn, auch wenn er keine Bananen, keine Orangen, keine Salatköpfe und kein Fleisch produziert.

Ob wir nun neue, uns fremde Kriterien anwenden wollen, um die Leistung zu bemessen, ist eine grundsätzliche Frage. Der Bauer wurde bis heute vor allem über den Absatz seiner Produkte bezahlt. Die Direktzahlungen bedürfen einer inneren Rechtfertigung. Wir sind der Meinung, dass der Bauer die Direktzahlungen wegen seiner Leistung erhält. Entsprechend kann es nicht sinnvoll sein, dass jener Bauer, der eine Erbschaft gemacht hat, seine Leistung nicht bezahlt erhält, denn der Lehrer, der ebenfalls eine Erbschaft macht, erhält seinen Lohn trotzdem, weil er eben auch seine Leistung erbringt. Gleich sieht es bei dem Lehrer aus, dessen Frau ebenfalls ein grösseres Einkommen hat, die vielleicht Aertzin oder auch Lehrerin ist. Entsprechend kann es doch nicht sinnvoll sein, dass wir nur jenen die gemeinwirtschaftlichen Leistungen abgelten, die nicht sonst noch ein Einkommen oder Vermögen haben.

Ich möchte Sie deshalb bitten, zweckfremde Kriterien fallenzulassen und sachgerecht und nicht – wie das Herr Hämmerle ansatzweise getan hat – aufgrund von Missgunst zu entscheiden.

Ich bitte Sie, auch darauf zu achten, dass es den Begriff der bäuerlichen Bewirtschaftung gibt und dass entsprechende Auswüchse – ich denke da an den Fall Blocher, der immer wieder erwähnt wird – ausgeschlossen sind.

Ich möchte Sie – namens einer doch erheblichen Anzahl von CVP-Mitgliedern – bitten, der Minderheit II zuzustimmen und damit keine Differenz zum Ständerat mehr aufrechtzuerhalten.

**Baumann:** Herr Gros Jean-Michel und Herr Perey, Sie erwecken hier den Anschein, dass mit der Einführung der Einkommens- und Vermögensgrenzen etwas Neues geschaffen werde. Dem ist natürlich nicht so.

Alle wichtigen bisherigen Direktzahlungen sind an Einkommens- und Vermögensgrenzen der Bezüger gebunden. In aller Regel kennt man heute eine Beitragsregression – das geht bis auf Null – bei einem steuerbaren Einkommen zwischen 80 000 und 100 000 Franken, ebenso bei einem steuerbaren Vermögen zwischen 700 000 und 800 000 Franken.

Diese Einkommens- und Vermögensgrenzen gelten heute bei den Kostenbeiträgen für Rindviehhalter, bei den Flächenbeiträgen für Hang- und Steillagen, bei den Sömmerungsbeiträgen, bei den Tierhalterbeiträgen usw. Für die Familien- und Kinderzulagen in der Landwirtschaft gelten wesentlich tiefere Einkommens- und Vermögenswerte.

Kurz, bei allen wichtigen bisherigen Direktzahlungen in der Landwirtschaft werden diese Einkommens- und Vermögensgrenzen seit Jahren angewandt. Beim Vollzug dieser Bestimmung tauchten auch keine nennenswerten Probleme auf, es sei denn, dass die Einkommens- und Vermögensgrenzen vom Bundesrat nicht einheitlich festgelegt wurden. Der Bundesrat, Herr Bundesrat Delamuraz, gerät in einen Argumentationsnotstand, wenn er der staunenden Bevölkerung erklären soll, warum ein Bauer bis zu einem Einkommen von 100 000 Franken Kuhbeiträge erhält, die Kinderbeiträge aber bereits bei einem Einkommen von 40 000 Franken gestrichen werden. Hat der Bundesrat wirklich lieber Kühe als Kinder?

Der Bundesrat ist ja bekanntlich frei, die Höhe der Einkommens- und Vermögensgrenzen zu bestimmen. Lange Zeit lagen diese Grenzen bei 50 000 Franken Einkommen beziehungsweise 500 000 Franken Vermögen. Dann wurde vor

etwa zwei Jahren in einer Nacht- und Nebelaktion die Grenze auf 100 000 beziehungsweise auf 800 000 Franken erweitert, und nun spricht man im Zusammenhang mit den neuen Direktzahlungen – das habe ich zumindest im ersten Verordnungsentwurf gesehen – bereits von Einkommensgrenzen von 190 000 Franken beziehungsweise Vermögensgrenzen von sage und schreibe 1,1 Millionen Franken.

Ich weiss, dass – je nach Höhe der Grenzwerte – nur ein bis drei Prozent der Bauern betroffen werden, aber es geht hier mehr um die Akzeptanz der neuen Direktzahlungen bei der übrigen Bevölkerung, bei den 95 Prozent von Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern, die selber nicht von den Direktzahlungen profitieren.

Ich bin überzeugt, Herr Bundesrat: Wenn wir das Volk in einer Referendumsabstimmung fragen würden, ob es bereit sei, auch Millionären landwirtschaftliche Direktzahlungen auszu zahlen, würde ein mindestens so kräftiges Nein resultieren wie bei den Parlamentarierentschädigungen! Einkommens- und Vermögensgrenzen sind Voraussetzung dafür, dass bei den Direktzahlungen – auch bei künftigen Erhöhungen, die wir hier auch wieder diskutieren werden – ein breiter Konsens möglich wird. Einkommens- und Vermögensgrenzen liegen im Interesse der Landwirtschaft. Da braucht man nicht einmal an die Finanzlage des Bundes zu denken.

Zu den einzelnen Anträgen: Die denkbar schlechteste Lösung hat in seinen Bestrebungen, es immer noch ein wenig besser zu machen, der Ständerat gewählt. Man könnte bössartigerweise sagen: Die Lösung des Ständerates ist auf uns «Bauernparlamentarier» zugeschnitten, damit wir nicht etwa der Direktzahlungen verlustig gehen. Nehmen Sie zwei gut verdienende Bauern, die beide beispielsweise 150 000 Franken verdienen, der eine ausschliesslich aus der Landwirtschaft, der andere beispielsweise 120 000 Franken davon als Industrieller, als Zahnarzt oder als Lehrer. Dem Haupteinwerbenden würden Sie nach der Version des Ständerates die Direktzahlungen streichen, der Zahnarzt würde sie weiterhin erhalten. Ich glaube nicht, dass das die Absicht der Ständeherren und -damen ist.

Zudem ist die Lösung des Ständerates technisch gar nicht möglich. Die Vollzugsbeamten müssten jede Steuererklärung auseinanderdividieren, um herauszufinden, was landwirtschaftliches Einkommen und was nichtlandwirtschaftliches Einkommen ist. Sind z. B. Vermögenserträge aus einem Bau- landverkauf landwirtschaftliches Einkommen, oder sind sie es nicht? Ich habe mich bei den Vollzugsorganen erkundigt. Diese Lösung ist technisch nicht möglich. Den Antrag der Minderheit II (Gros Jean-Michel) müssen Sie daher unbedingt ablehnen.

Die Lösung, welche die knappe Mehrheit der Kommission beantragt, nämlich nur eine Einkommensgrenze festzulegen, ist auch unbefriedigend. Ich sehe die Fälle schon heute voraus, in denen, mittels Vertragssparen beispielsweise, das steuerbare Einkommen soweit gedrückt wird, dass die Direktzahlungen weiterhin fließen, auch wenn ein Millionenvermögen das überflüssig machen würde. Ich glaube nicht, dass Sie der Sache der Landwirtschaft einen guten Dienst erweisen, wenn Sie bewusst für einige Superreiche Schlupflöcher schaffen und die Vermögensgrenze fallenlassen.

Auch das Argument, das Vermögen werde von Kanton zu Kanton sehr unterschiedlich bewertet, spricht weniger gegen eine Vermögensgrenze als dafür, dass in der Steuerharmonisierung weitere Anstrengungen notwendig sind.

Zusammenfassend: Was während den letzten zehn Jahren gut funktioniert hat, wird auch bei den neuen Direktzahlungen gut funktionieren. Oekologische und soziale Randbedingungen sind unabdingbare Elemente einer neuen, modernen Agrarpolitik.

Ich bitte Sie: Stimmen Sie der Minderheit I zu, halten Sie am Entscheid des Nationalrates, der bekanntlich in einer Abstimmung unter Namensaufruf gefasst wurde, fest!

**Präsident:** Die SP- und die LdU/EVP-Fraktion teilen mit, dass sie die Minderheit I (Hämmerle) unterstützen. Die Fraktion der Auto-Partei stimmt der Minderheit II (Gros Jean-Michel) zu.

**Binder:** Wir beraten heute im Differenzbereinigungsverfahren den wohl umstrittensten Punkt der Aenderung des Landwirtschaftsgesetzes. Es geht hier um Artikel 31a Absatz 3 Buchstabe b, in dem geregelt werden soll, wer aufgrund seiner persönlichen finanziellen Verhältnisse Direktzahlungen beanspruchen kann und wer nicht. Dabei geht es nicht um ein soziales Ausgleichswerk, sondern ganz eindeutig um die Abgeltung einer Leistung.

Mit dem Systemwechsel – vom Grundsatz der kostendeckenden Preise hin zu den allgemeinen Direktzahlungen – wird ganz eindeutig ein neues agrarpolitisches Instrument eingeführt. Diese Direktzahlungen sollen produkteunabhängig gestaltet werden, das heisst, sie dürfen die landwirtschaftliche Produktion nicht anheizen. Damit sind wir beim zentralen Punkt der Begründung für allgemeine Direktzahlungen; sie dienen nämlich der Sicherung und Abgeltung gemeinwirtschaftlicher Leistungen und nicht nur dem Einkommensausgleich.

Die Landwirtschaft erfüllt neben ihrer seit jeher anerkannten Hauptaufgabe der Nahrungsmittelproduktion auch Aufgaben für die Gesellschaft in anderen Bereichen, die zunehmend an Bedeutung gewinnen. Während die ursprüngliche, traditionelle und lange auch wichtigste Aufgabe der Produktion von Nahrungsmitteln für die Landwirtschaft in Europa an Stellenwert verliert, treten vermehrt andere Erwartungen in den Vordergrund. So kann man sagen, dass die privaten Güter, also die Nahrungsmittel, die die Landwirtschaft liefert, eine relative Minderbewertung erfahren, wogegen andere öffentliche Güter, die von der Landwirtschaft geliefert werden, zu einer Höherbewertung gelangen. Solche öffentlichen Güter, zum Beispiel die Erhaltung der Landschaft, des Erholungsraumes usw., können nicht über Produktpreise beglichen werden. Hier sollen nun die Direktzahlungen einsetzen. Solche Leistungen werden von allen Landwirten erbracht, unabhängig von Einkommen und Vermögen.

Wir haben uns in der Junisession sehr eingehend über Sinn und Unsinn von Einschränkungen unterhalten. Meine persönliche Meinung habe ich an und für sich nicht geändert, wie das vielleicht aus meiner Zugehörigkeit zur Minderheit II hervorgehen könnte. Ich stimme heute aber der Minderheit II zu, die das landwirtschaftliche Einkommen berücksichtigen will. Einerseits kann damit die letzte Differenz zum Ständerat ausgeglichen werden, andererseits betrifft diese Regelung die Landwirtschaft. Nach meiner Meinung gelten wir hier eine Leistung ab; und diesem Grundsatz, der im Vorfeld dieser Direktzahlungsdiskussion von niemandem bestritten worden ist, trägt die Formulierung von Minderheit II und Ständerat noch am ehesten Rechnung.

Herr Hämmerle, wenn Sie sagen, das landwirtschaftliche Einkommen sei schwer festzulegen, so muss ich Sie doch daran erinnern, dass dies in der Landwirtschaft eine durchaus gängige Grösse darstellt. Auch Vermögensgrenzen sind nicht einfach festzulegen. Die Bewertung der Liegenschaften ist in jedem Kanton eine andere.

Wenn Herr Baumann sagt, wir hätten heute schon Direktzahlungen gehabt, die an Einkommens- und Vermögensgrenzen gebunden seien, so stimmt das an und für sich. Nur haben wir damit Einkommensausfälle ausgeglichen. Mit den neuen Direktzahlungen wollen wir hingegen gemeinwirtschaftliche Leistungen, sogenannte multifunktionale Leistungen, entgelten, und diese Direktzahlungen kann nach meiner Meinung jeder beanspruchen, der solche Leistungen erbringt. So gesehen, sind die Äusserungen von Herrn Baumann sehr fragwürdig: Er kommt mir wie ein moderner Märtyrer vor.

Die beste Lösung steht uns heute leider nicht mehr zur Verfügung. Wählen wir also die zweitbeste, damit die Direktzahlungen für die Schweizer Bauern im Sinn einer Abgeltung für eine Leistung, die sie gegenüber dem gesamten Schweizervolk erbringen, ab 1993 in Kraft treten können.

Im Namen der Mehrheit der SVP-Fraktion bitte ich Sie, der Minderheit II und damit dem Ständerat zuzustimmen und alle anderen Anträge abzulehnen.

**Kühne, Berichterstatter:** Ich muss bei dieser Gelegenheit dem Ständerat Gerechtigkeit widerfahren lassen. Es wurde gesagt,

die Lösung des Ständerates sei die schlechteste aller möglichen; es sei nicht möglich, das landwirtschaftliche Einkommen zu erheben. Ich habe hier das Formular meiner kantonalen Steuerverwaltung. Darin wird auf vier Seiten das landwirtschaftliche Einkommen erfasst, berechnet und erhoben. In 19 Positionen sind die Betriebseinkünfte aufzuführen, und die Betriebsaufwendungen können abgezogen werden. Unter Position 31 steht: «Reine Einkünfte aus Betrieben der Land- und Forstwirtschaft.» Dies betrifft das Formular meines Kantons. Ich gehe davon aus, dass es das auch anderswo gibt.

Nun möchte ich Sie bitten, den gesamten Text von Artikel 31a zu beachten. Absatz 1 sagt, dass Direktzahlungen an die bäuerlichen Bewirtschafter ausgerichtet werden. Bäuerlicher Bewirtschafter ist derjenige, der den Betrieb auf eigenes Risiko bewirtschaftet, der das mit vorwiegend eigenen Arbeitskräften tut, der den Boden als hauptsächliche Produktionsgrundlage zur Verfügung hat. Das ist nicht der Zahnarzt, wie es hier angeführt worden ist – das kann es nicht sein –; es geht auch nicht um Tierfabriken und um den Wirtschaftsbörsen, der sich nebenbei einen Landwirtschaftsbetrieb leisten kann.

Die Kommissionsmehrheit empfiehlt Ihnen, auf das Vermögen als Bemessungsgrösse zu verzichten, weil in bezug auf das Vermögen von Kanton zu Kanton von unterschiedlichen Schätzungen ausgegangen wird.

Ich empfehle Ihnen im Namen der Kommissionsmehrheit, deren Antrag zuzustimmen. Persönlich werde ich die Minderheit II bevorzugen.

**M. Couchepin, rapporteur:** A la fin de ce débat, rien de nouveau n'est intervenu par rapport aux positions initiales. Les trois possibilités, celle de la majorité, celle de la minorité I et celle de la minorité II, sont toutes trois applicables. En ce qui concerne la minorité II, par exemple, il a été dit qu'elle était inapplicable parce que l'on ne pouvait pas distinguer le revenu agricole du reste, ce qui est faux. Il sera possible de définir ce qu'est le revenu agricole d'après la comptabilité fournie par les agriculteurs.

Ce n'est donc pas au niveau technique mais plutôt au niveau des principes que l'on peut s'opposer. Il reste deux principes. La majorité va dans la direction du premier et considère que ces paiements directs doivent aussi être limités en fonction de conditions personnelles, les revenus en l'espèce. Le deuxième principe, contenu dans la minorité II (Gros Jean-Michel), va plutôt dans le sens contraire, c'est-à-dire que les paiements directs doivent être le plus indépendants possible de la personne. Ils sont attribués en fonction d'une prestation: la culture du sol.

Vous avez donc à choisir entre ces deux tendances. Dans la votation précédente, je le répète, le Conseil national avait choisi la tendance représentée aujourd'hui par la majorité. L'idée reprise ici par la minorité Gros Jean-Michel était restée minoritaire. Curieusement, au demeurant, les Romands avaient voté en majorité – c'était mon cas et le sera encore – pour la solution qui attribuait les paiements directs indépendamment des conditions personnelles, en fonction du fait que l'on cultive ou non la terre; c'est aujourd'hui la proposition de la minorité II. Par contre, la plupart de nos collègues suisses-allemands avaient voté pour une limitation de revenus et tenant aussi compte de la situation de la Confédération en des moyens limités dont elle dispose pour les paiements directs.

A la limite, on peut dire aujourd'hui que la solution de la majorité est conforme à l'esprit qui a prévalu lors de l'adoption de la loi sur le droit foncier rural: la terre aux paysans, aux paysans qui la travaillent et qui tirent leur revenu seulement de la terre. C'est l'esprit de la majorité et je vous invite à la suivre, avec une certaine hypocrisie puisque je voterai moi-même la solution de la minorité II (Gros Jean-Michel).

**M. Delamuraz, conseiller fédéral:** Je vous rappelle que nous avons tenu trois ou quatre fois devant votre assemblée le raisonnement selon lequel l'article 31a est un article instituant des paiements directs afin de prendre le relais dans le revenu de chaque paysan suisse des prix qui seront sur le marché à l'avenir moins importants, moins élevés qu'ils ne l'étaient jusqu'à maintenant. Précisément parce que la politique agri-

cole s'orientera dorénavant davantage sur un marché qui rapportera des revenus diminuant graduellement, il est indispensable de trouver une compensation partielle à cette diminution du revenu. Ces paiements directs, selon l'article 31a, ne sont donc pas un instrument de la politique sociale en faveur des paysans. Ils sont un instrument purement économique qui se substitue au jeu des prix tel qu'il était pratiqué jusqu'à maintenant et le kilo de betteraves produit par un paysan riche était payé au centime près de la même façon que celui produit par un paysan pauvre. C'est la raison pour laquelle la formule initiale du Conseil fédéral était la plus logique. Elle ne parlait ni de limite de revenu ni de limite de fortune. Cette formule a cessé d'exister, comme le disait M. Binder tout à l'heure, et les propositions à notre disposition aujourd'hui sont désormais au nombre de trois.

La solution de la minorité I, décidée par le Conseil national lors du premier débat, prend en compte les limites de revenu et de fortune. Je vous recommande de ne pas la suivre, bien que majoritairement acceptée par votre conseil. Dans la mesure où il y a autant de calculs de la fortune qu'il y a de cantons, c'est-à-dire jusqu'à plus ample informé 26 dans ce pays, un minimum d'équité d'application impose que nous ne partions pas en autant de fantaisies pouvant rendre méconnaissable l'application de l'article 31a, selon que l'on vit dans un canton ou dans un autre.

La solution suivante qui s'offre à nous est celle de la majorité de la commission. Elle élimine sans doute la notion de la fortune. Elle continue de prendre en compte le revenu, par conséquent aussi le revenu du conjoint, et non pas le revenu agricole réalisé sur le domaine seulement. Si vous voulez dès lors suivre à la plus froide logique et obtenir les paiements directs auxquels vous avez droit en tant que producteur d'un produit ou d'un service, vous avez le choix entre être marié pauvre ou rester célibataire.

Ce deuxième terme de l'alternative me permet de penser à M. Gros Jean-Michel et d'en arriver à la troisième solution proposée, soit celle de la minorité II. C'est la solution qu'a retenue le Conseil des Etats. Elle a pour elle de ne pas prendre en compte les turbulences extérieures à l'exploitation en tant que telle, puisqu'elle se limite à la notion du revenu «agricole». M. Baumann n'a pas tort. Cela pourra aussi poser des problèmes de calcul, car en particulier, selon la question de M. Baumann, il conviendra que, d'entente avec les cantons et si cette solution est retenue, nous définissions ce revenu agricole et précisions comment doit être comprise une recette résultant de la vente d'une partie du terrain agricole. Est-ce du revenu agricole stricto sensu ou autrement? Cette question demeure ouverte, mais elle ne doit pas être considérée comme dirimante et nous conduire dès lors à ne pas suivre la proposition de la minorité II. Je le répète, cette dernière a pour elle de prendre en compte la prestation que le paysan doit assurer, prestation qui n'est pas liée à sa condition sociale, du moins pas dans les limites où la minorité I voudrait la comprendre.

Pour cette raison, je vous recommande, au nom du Conseil fédéral, de choisir la version de la minorité II, qui a l'avantage supplémentaire, pas décisif mais pas secondaire non plus, de régler définitivement les nombreuses divergences séparant les deux Chambres. Le Conseil des Etats a fait sa part sur l'autel du rapprochement. Je serais heureux que le Conseil national la fasse aujourd'hui et que l'on dispose, à la fin de cette session, d'un instrument définitif, soumis à référendum certes, notamment des articles 31a et 31b dans une version admise par les deux Chambres.

*Abs. 3 Bst. a, d, e, 3bis – Al. 3 let. a, d, e, 3bis*  
**Angenommen – Adopté**

*Abs. 3 Bst. b – Al. 3 let. b*

**Präsident:** Es liegen drei Anträge für eine Abstufung vor: Die Mehrheit schlägt eine Einkommensgrenze vor, die Minderheit I Vermögens- und Einkommensgrenzen und die Minderheit II eine Grenze bezüglich des landwirtschaftlichen Einkommens.

*Abstimmung – Vote*

*Namentliche Eventualabstimmung*

*Vote à titre préliminaire, par appel nominal*

*Für den Antrag der Minderheit II stimmen die folgenden Ratsmitglieder:*

*Votent pour la proposition de la minorité II:*

Alienspach, Aregger, Aubry, Baumberger, Bezzola, Binder, Bircher Peter, Blatter, Bonny, Borer Roland, Bortoluzzi, Bühler Gerold, Bürgi, Caccia, Camponovo, Cavadini Adriano, Chevalaz, Cincera, Comby, Cotti, Couchepin, Daepf, Darbellay, Deiss, Dormann, Dreher, Ducret, Eggly, Engler, Epiney, Etique, Eymann Christoph, Fehr, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giezendanner, Giger, Gobet, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Guinand, Gysin, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Jenni Peter, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Maspoli, Maurer, Miesch, Moser, Müller, Narbel, Neuenchwander, Perey, Philipona, Pidoux, Raggenbass, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rutishauser, Rychen, Sandoz, Savary, Scheidegger, Scherrer Jürg, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Rolf, Spoerry, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steinegger, Steinemann, Stucky, Suter, Theubet, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Wanner, Wick, Wittenwiler, Wyss, Zölch, Zwahlen (105)

*Für den Antrag der Minderheit I stimmen die folgenden Ratsmitglieder:*

*Votent pour la proposition de la minorité I:*

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlin, Béguelin, Bischof, Bodenmann, Borel François, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Bundi, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, de Dardel, David, Diener, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Fankhauser, Fasel, von Felten, Gardiol, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Herzog, Hollenstein, Hubacher, Jaeger, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jöri, Leemann, Leuenberger Ernst, Maeder, Marti Werner, Matthey, Mauch Ursula, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Misteli, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Ruffy, Scherrer Werner, Schmid Peter, Sieber, Spielmann, Stalder, Steiger, Strahm Rudolf, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Wiederkehr, Ziegler Jean, Zisyadis, Züger, Zwygart (68)

*Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:*

Berger, Bircher Silvio, Blocher, Borradori, Bühler Simeon, Columberg, Dettling, Fischer-Sursee, Gross Andreas, Haller, Hildbrand, Iten Joseph, Ledergerber, Leuenberger Moritz, Luder, Maitre, Mamie, Mauch Rolf, Mühlemann, Nabholz, Oehler, Pini, Poncet, Seiler Hanspeter, Steffen, Weder Hansjürg (26)

*Präsident Nebiker stimmt nicht*

*M. Nebiker, président, ne vote pas*

*Definitiv – Définitivement*

Für den Antrag der Minderheit II

83 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit

79 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## **Landwirtschaftsgesetz. Aenderung (1.Teil)**

### **Loi sur l'agriculture. Modification (1ère partie)**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1942-1947
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 628

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.